

Un jeu chinois se joue des frontières

déjà la raison du coup de fil. La police chinoise l'a forcée à passer cet appel, affirme-t-il au Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) dans le cadre d'un entretien. « Elle avait certainement l'intention de transmettre le message du gouvernement chinois selon lequel je ne devais pas participer à des activités publiques pendant la visite de Xi Jinping. »

Jiang Shengda décide qu'il vaut mieux ne pas répondre.

105 témoignages

L'activiste fait partie des centaines de Chinois vivant à l'étranger ayant été ciblés directement ou indirectement ces dernières années dans le cadre d'une stratégie de répression transnationale menée par Pékin.

Le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) et ses partenaires – dont *Le Soir*, *Knack* et *De Tijd* – ont, dans le cadre de l'enquête collaborative « China Targets », interviewé 105 personnes dans 23 pays

au cours des dix derniers mois. Elles sont chinoises, ouïghoures, hongkongaises ou encore taïwanaises et sont sur les radars parce qu'elles défendent les droits des minorités ethniques ou soulèvent des points considérés comme tabous par le Parti communiste chinois (PCC) – comme l'indépendance de Taïwan.

« Retirer l'échelle »

Sur un total de 105 personnes interrogées, 60 ont déclaré avoir le sentiment d'être espionnées par Pékin. 27 personnes ont affirmé avoir été victimes de campagnes de diffamation en ligne et 19 ont déclaré avoir reçu des messages suspects ou avoir été témoins de tentatives de piratage. Certaines ont signalé que leurs comptes bancaires en Chine et à Hong Kong avaient été gelés. Et 22 personnes ont également déclaré avoir reçu des menaces physiques, voire avoir été agressées par des partisans du PCC. La moitié des 105 témoins interrogés au cours de China

Targets déclarent enfin que les intimidations subies s'étendent aux membres de leur famille vivant en Chine (ce que confirment également plusieurs sources interrogées au niveau belge).

L'ICIJ a également pu obtenir des documents gouvernementaux internes en provenance de Chine. Comme cette présentation de 84 diapositives datant de 2013, liées aux archives numériques d'un responsable de la sécurité du Xinjiang (patrie de la minorité ouïghoure). Le document partagé avec l'ICIJ par Adrian Zenz, directeur des études sur la Chine à la Victims of Communism Memorial Foundation (Etats-Unis), demande aux responsables de la sécurité intérieure d'utiliser des méthodes secrètes pour détecter et étouffer dans l'œuf toute activité susceptible de mettre en danger le PCC. En comparant ces directives et les témoignages des 105 victimes interrogées, l'ICIJ a pu constater que le gouvernement chinois utilisait des méthodes similaires pour réprimer ses opposants à l'étran-

ger.

L'une des méthodes décrites dans le document repose ainsi sur « l'influence émotionnelle de l'entourage ». Il est concrètement question de faire pression sur les proches des suspects pour qu'ils mettent leur activisme au placard. Une autre consiste à « tirer l'échelle hors de la maison », c'est-à-dire interdire aux militants de retourner en Chine.

Les jugeant « infondées » et « fabriquées par une poignée de pays et d'organisations pour salir la Chine », la Chine rejette en bloc ces accusations de répression transnationale par le biais du porte-parole de son ambassade à Washington D.C. Ce dernier affirme que la Chine ne « traverse pas la frontière » pour « cibler les soi-disant dissidents et les Chinois d'outre-mer ».

Cet article est une version abrégée et éditée de l'article d'ouverture de China Targets par Scilla Alecci du Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ).

À LIRE SUR
LE SOIR.BE



Les « Gongos », ces « ONG » à la solde de la Chine

Chine face à ses opposants : « Nous savons ce que vous faites »



noncer la répression des Ouïghours, ce peuple turcophone de la région autonome chinoise du Xinjiang. Si l'événement du jour se déroule paisiblement, cela n'empêche pas les autorités de considérer de tels rassemblements comme sensibles. « Des perturbations peuvent survenir lors de manifestations critiques à l'égard du gouvernement chinois », confirme la police locale de Bruxelles, faisant part d'incidents rapportés par des manifestants.

Selon des sources issues du renseignement, il n'est pas rare non plus que des diplomates chinois observent ostensiblement des manifestants, bien que rien ne transparaisse ce samedi-là en plein cœur de la capitale. « Nous-mêmes, nous ne scrutons pas toutes les manifestations à Bruxelles. Mais lorsqu'il s'agit du Tibet ou des Ouïghours, nous avons déjà vu des responsables gouvernementaux photographier, filmer et surveiller les manifestants, et ce dans au moins la moitié des manifestations dont nous avons connaissance », détaille l'une de ces sources. « Nous savons également avec certitude que les familles en Chine sont interrogées sur le comportement de leurs proches à l'étranger. »

Ekber Tursun (40 ans) peut confirmer. Le président de la Belgium Uyghur Association (BUA) est arrivé il y a quinze ans en Belgique où il est reconnu comme réfugié politique. « A partir de 2015, j'ai fait mon coming out en tant que militant », explique-t-il. « Après cela, les services de renseignement sont allés frapper à la porte de mes parents, dans la ville d'Aksu, pour leur dire : "Nous savons ce que fait votre fils en Belgique. Dites-lui d'arrêter et de nous contacter." Mes parents avaient très peur. Je leur ai conseillé de répondre que leur fils ne les écoutait plus. »

Dans la communauté

Cela n'a pas suffi à faire cesser les menaces, poursuit-il en mentionnant un événement survenu en 2017. « On m'a indiqué que si je ne contactais pas les services de renseignement, tous les membres de ma famille en subiraient les conséquences. » Apeuré, il écrira à ses proches pour leur annoncer qu'il coupe les ponts, en sachant que son message sera lu par-dessus son épaule. « Je suis majeur, je suis Belge, j'ai des droits et des obligations ici. Je ne suis plus votre fils », leur ai-je dit. « C'était bien sûr une triste nouvelle pour mes parents. Mais une semaine plus tard, j'ai appris que tout était rentré dans l'ordre pour eux. »

Le militant affirme connaître plusieurs Ouïghours de Belgique intimidés

de la sorte. Il déclare également avoir été contacté par téléphone deux ou trois fois par le renseignement chinois. « Pour me dire que si j'avais besoin de quelque chose, je n'avais qu'à le leur faire savoir. "Ensuite, nous vous enverrons de l'argent", disaient-ils. "En retour, nous vous demandons de fournir des informations sur d'autres Ouïghours en Belgique : leur adresse, leur numéro de téléphone, les personnes qu'ils rencontrent..." J'ai refusé. » Ekber Tursun n'exclut pas que d'autres Ouïghours de notre pays aient cédé à de telles demandes. « Je soupçonne que certains d'entre eux travaillent pour Pékin. Juste parce qu'ils ont peur. Tout comme moi, ils ont encore des parents sur place. »

Des manœuvres qui ne se limitent pas à la communauté ouïghoure. En 2021, la Sûreté de l'Etat a ainsi démasqué une personne qui exerçait des fonctions influentes au sein de la communauté tibétaine de Belgique, comme l'avait déjà relaté *Knack* en 2023. « Elle s'est complètement retirée de la vie publique depuis », nous indique Rigzin Genkhang du Bureau du Tibet à Bruxelles, la représentation du gouvernement tibétain en exil réclamant l'autonomie de cette région incorporée à la Chine en 1951. « Nous ne la voyons pratiquement plus. » L'épisode laissera tout de même une trace, dans un contexte où le flicage d'activistes tibétains en Belgique fait également partie des méthodes prisées par l'ambassade de Chine, selon Rigzin Genkhang. Ici aussi, il est question de militants photographiés. Ce qui peut devenir un problème dans le cadre de demandes de visas de ressortissants tibétains en vue d'un voyage en Chine, dit-elle.

Coups de pression sur Taïwan

Le Bureau de représentation de Taipei (nommée d'après la capitale de Taïwan, NDLR) dans l'UE et en Belgique est installé à deux pas du Parlement européen, sur le square de Meeûs. « Faut de relations diplomatiques », Taïwan n'a effectivement pas d'ambassade à Bruxelles, cadre la sinologue Sara Van Hoeymissen, chargée de cours en relations internationales à l'Académie royale militaire. « Même si dans la pra-

tique, ce bureau fonctionne quasiment comme une ambassade. »

Les lieux sont scrutés de près par la diplomatie chinoise. Selon nos informations, dès la fin de l'année 2022, l'ambassade de Chine a notamment entamé des démarches auprès des Affaires étrangères pour que disparaisse un drapeau taïwanais que la représentation de Taipei avait accroché au 8^e étage du bâtiment. Une demande relayée par les services diplomatiques belges, visiblement désireux d'éviter tout incident. Le symbole a fini par être retiré début 2023.

Sara Van Hoeymissen confirme que le bureau marche constamment sur un fil. Il arrive aussi fréquemment que l'ambassade de Chine appelle ou écrive au gouvernement belge au sujet de la manière dont Taïwan est nommé dans les documents officiels, rien ne devant laisser penser qu'il pourrait s'agir d'un pays indépendant.

« On a même l'impression que les membres de l'ambassade de Chine s'affairent chaque jour à savoir ce qui se passe dans les relations avec Taïwan, afin de pouvoir réagir rapidement. S'ils le souhaitent, ils peuvent y consacrer beaucoup de ressources et submerger complètement leur adversaire de lettres et de plaintes. »

Mais les tentatives de la Chine d'influer sur la façon dont Taïwan rayonne en Belgique débordent aussi des coulisses de la diplomatie. La Foire du livre de Bruxelles en sait quelque chose. « Chaque année, nous essayons de mettre en avant un pays particulier », nous raconte son président, Tanguy Roosen. « Jusqu'à présent, nous nous étions surtout concentrés sur les pays européens, mais l'an dernier, nous avions le souhait de mettre l'accent sur des pays asiatiques tels que la Corée, le Japon et Taïwan. Taïwan possédant une littérature très riche, nous avons contacté plusieurs partenaires et tiers pour identifier les avantages ou freins potentiels. Le ministère des Affaires étrangères nous a déconseillé de le faire, en se référant au contexte international. » Précisant avoir « trouvé dommage de ne finalement pas mettre à l'honneur une littérature très dynamique », Tanguy Roosen déclare « qu'il

est clair que les autorités belges se montrent prudentes à l'égard de la Chine ».

Sollicité, le ministère des Affaires étrangères confirme avoir eu un échange avec la Foire du livre à la fin de l'année 2024 sur la politique de la Belgique à l'égard de Taïwan. Mais tient à nuancer. « Nous n'avons fait aucune recommandation relative à ce projet d'invitation de participation adressée à Taïwan. Nous avons souligné la grande sensibilité chinoise envers tout ce qui concerne Taïwan et la nécessité d'éviter tout malentendu concernant le statut de l'île », précise un porte-parole.

Concertation périodique

De façon générale, le gouvernement belge est bien au courant de la répression transnationale visant les voix dissidentes du régime chinois, nous confirme une source proche des autorités. La problématique n'est pas nouvelle mais tend à s'intensifier depuis quelques années, bien qu'il soit difficile d'en mesurer l'ampleur. « En raison de la nature de ce phénomène, peu de choses sont signalées. Presque tout se passe dans l'ombre, et la plupart des victimes ne veulent pas ou n'osent pas s'adresser aux autorités. »

En décembre 2024, la problématique a encore été évoquée dans le cadre d'une concertation périodique rassemblant autour d'une même table les Affaires étrangères, d'autres services publics ainsi que des représentants des Communautés et Régions. « L'objectif était de sensibiliser le plus largement possible au phénomène. »

Questionnée au sujet des éléments exposés dans ce dossier, l'ambassade de Chine se retranche derrière la réaction suivante : « La Belgique a confirmé à plusieurs reprises, de manière solennelle, qu'elle adhère à la politique d'une seule Chine et ne doit entretenir aucun contact officiel avec la région chinoise de Taïwan. La question de Taïwan ainsi que celles concernant le Xizang (le Tibet, NDLR), le Xinjiang et Hongkong sont des affaires purement internes à la Chine, et ne tolèrent aucune ingérence de forces extérieures. Les forces séparatistes anti-chinoises que vous mentionnez mènent depuis longtemps des activités qui sapent la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale de la Chine, avec le soutien et l'utilisation de forces extérieures. Ce qu'elles font nuit gravement à la souveraineté, à la sécurité et aux intérêts de développement de la Chine. Cela entrave également le développement des relations entre la Chine et la Belgique, ainsi que l'amitié entre les deux peuples. »

nois veulent transmettre l'idée : "Nous savons qui vous êtes et ce que vous faites." » Les témoignages et informations que *Le Soir*, *Knack* et *De Tijd* ont recueillis dans le cadre de l'enquête « China Targets » coordonnée par l'ICIJ (Consortium international des journalistes d'investigation) indiquent que la situation des dissidents résidant en Belgique ne fait pas exception.

Manifestations sous surveillance

« Boycottez les produits chinois ! » Le samedi 8 février 2025, environ 25 militants ont sorti le mégaphone et les drapeaux bleu clair du Turkestan oriental sur la place de l'Albertine, afin de dé-